

# l'Indépendance

15 CENTS

VOLUME UN — NUMÉRO SEPT  
MONTREAL — AVRIL — 1963

ORGANE OFFICIEL DU RASSEMBLEMENT POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE

## C'EST LA GUERRE

Le sort en est jeté: le R.I.N. est devenu parti politique.

Qu'est-ce que cela veut dire?

Cela, essentiellement, veut dire que le R.I.N. entend prendre le pouvoir à Québec et faire l'Indépendance.

Cela veut dire que le R.I.N. croit qu'il est le parti le plus apté à combler les aspirations du peuple québécois.

Cela veut dire que le R.I.N. s'engage dans la lutte sans espoir de retour.

Mais il y a plus.

Cela veut dire que ceux qui ne sont pas pour

nous sont contre nous et que nous les combattons.

Ne parlons pas des partis fédéraux: ils représentent la Confédération, ils représentent le gouvernement étranger, colonial. Ils cherchent à prendre le pouvoir à Ottawa. Nous le prendrons à Québec.

Restent les partis "provinciaux". Ils acceptent eux aussi la Confédération. Ils sont nos adversaires. Nous les combattons.

Il n'existe pas pour nous de "partis-frères" ou "d'associations-soeurs".

Il y a nous et, en face, nos adversaires.

C'est la guerre! Nous la gagnerons!

PIERRE BOURGAULT

## RÉGIONS CONTRE NATION

Au secours, l'esprit de clocher nous entoure! Eh oui, les régionalistes sont à l'oeuvre et la lutte n'aura de cesse que nous les ayons mis à la raison.

Pouvait-il en être autrement? La grandeur et la générosité les étouffent; la médiocrité et la mesquinerie nous asphyxient!

À l'heure où nous refusons à Ottawa l'aliénation de notre souveraineté, il ne faut donc pas laisser le cancer régionaliste pourrir la Révolution nationale.

Au lendemain de l'Indépendance, nous serons "condamnés", pour survivre, à la compétence et à l'efficacité dans tous les domaines. La bonne mère fédérale ne sera plus là et nous entrerons dans un monde où la compétition sera dure. Finie l'ère de l'improvisation, de la routine et du plagiat! Chacun d'entre nous devra être un créateur.

Nous ne répéterons donc jamais assez que, pour nous, l'Indépendance n'est pas un but mais un moyen. Cela signifie que chaque membre du R.I.N. doit renoncer à ses intérêts personnels, que chaque conseil régional du R.I.N. doit faire le sacrifice de ses avantages propres au nom des intérêts supérieurs de la Nation.

Il faudra donc lâcher l'ombre pour la proie! C'est-à-dire dépasser la région pour accéder à la Nation. Et la Nation elle-même — pourvu, bien entendu, qu'elle ait son État souverain — est l'intermédiaire indispensable entre le monde entier et chaque individu qui la compose. Tel est le sens de l'Indépendance pour nous du R.I.N. C'est pourquoi la République québécoise sera une et indivise ou ne sera pas!

EDOUARD DOUCET



## LE 8 AVRIL: ANNULONS NOTRE VOTE!

Nous ne pouvons rien à Ottawa parce que nous y sommes une éternelle minorité. Aucun parti fédéral ne peut obtenir quoi que ce soit pour les Canadiens français. 96 ans de Confédération nous l'ont prouvé.

## TOUS LES POUVOIRS À QUÉBEC...



# ACTUALITÉS

ALI-BABA LESAGE



## JEAN LESAGE ET LES ÉLECTIONS

Jean Lesage, mécontent de la tournure que la campagne électorale semble prendre pour les fédéralistes libéraux, s'est saisi, personnellement du problème.

La raison apparente de son intervention: affirmer la nécessité pour tout bon Québécois qui veut assurer l'avenir économique de sa province, de voter pour le seul parti qui, paraît-il, puisse donner un gouvernement stable à Ottawa, le parti libéral.

Il faut bien admettre d'abord que la stabilité est en général un préalable à la prospérité, mais aussi que les Québécois, sous la Confédération, ont fait exception à cette règle générale.

Quatre-vingt-quinze ans de stabilité confédérative presque ininterrompue, dont près des deux tiers sous l'égide des libéraux, ont fait des Québécois une minorité sans cesse déclinante économiquement et politiquement.

Nous le savons dès aujourd'hui par expérience (nous en sommes, sauf erreur, à notre vingt-sixième élection fédérale), que nous votions pour l'un ou l'autre des partis fédéraux en lice, le lendemain des prochaines élections, nous serons encore perdants parce que encore minoritaires.

S'abstenir de voter ou annuler son bulletin de vote, voilà le meilleur moyen pour les Québécois de s'unir pour marquer leur réprobation envers le régime confédératif qui est celui de la honte, du chômage et de la misère.

Si M. Lesage était sincère envers le peuple du Québec, il lui dirait clairement que, pour vaincre le chômage, il faut développer l'industrie secondaire, qu'à son tour le développement de ce secteur de l'industrie n'est possible que par la planification et que la clé de la planification c'est au moins la fiscalité. La solution au problème fiscal repose dans le consentement par Ottawa de percevoir une moindre part qu'a-

tuellement des revenus provenant de la taxation, pour en laisser davantage aux provinces. Or, le programme du parti libéral fédéral exclut toute possibilité de solution, car il postule un accroissement de dépenses pour rencontrer ses promesses électorales.

En attendant, M. Lesage aura beau pleurnicher face au fédéral pour obtenir un accroissement des revenus provinciaux. Il pourra se consoler en songeant que Duplessis a réclamé en vain pendant 15 ans le rapatriement des revenus que nous avons perdus pendant la guerre, en même temps que nous obtenions la conscription.

M. Lesage n'est pas plus coupable que d'autres de vouloir la victoire de son parti. Depuis 95 ans, les partis fédéraux n'ont cessé de diviser les Québécois et les collaborateurs ont été légion.

C'est la logique du système confédératif qui le veut ainsi et ses fruits ont été la misère, l'inégalité, la honte et le chômage. Ce ne sont pas les collaborateurs qu'il faut détruire, mais la possibilité de collaborer. Tant que les Québécois permettront à la Confédération de survivre, la collaboration se fera à leur détriment.

## LE QUÉBEC NE FAIT PAS ASSEZ POUR LES MINORITÉS

Y a-t-il des Québécois qui sont opposés à l'acte aux minorités françaises? On le croirait à en juger par le trinitaire publicitaire dont a jugé bon de dénoncer le gouvernement provincial à l'occasion de l'annonce de sa troisième inscription de \$15,000 en faveur de l'Évangélique, quotidien des Acadiens du Nouveau-Brunswick.

Pour un État — le Québec — qui se veut le maître-patris de tous les parlants français d'Amérique l'emploi est la pompeuse phraseologie gouvernementale, bien peu a été fait depuis juin 1960 pour accourir les minorités françaises d'Amérique, à part le paiement de frais de voyage d'émissaires du gouvernement envoyés pour prodiguer aux minorités des conseils dont celles-ci n'ont nul besoin.

Point de politique s'efforce d'être traité à long et à court terme. Reconnait encore, le seul journal français de Toronto, «Les Nouvelles Françaises», à qui faire banqueroute et disparaître faite d'aise appropriée de la part des autorités provinciales.

Et en fait de soutien aux étudiants francophones d'en dehors du Québec? Des miettes. Et en fait de relations économiques établies avec les groupes francophones d'en dehors de la province? Rien. Encore rien, toujours rien.

Et pourtant, nous avons un pressant besoin d'amis et d'alliés. Notre économie fonctionne mal faute de débouchés suffisants. Dès à présent, des rapports étroits établis sur les plans culturel et économique, non seulement avec les minorités françaises d'Amérique, mais avec les autres pays francophones de l'univers, seraient utiles à notre population.

Le R.L.N. a déjà annoncé qu'en acceptant au Canada il consacrerait des millions de dollars — à prendre à même l'argent qui nous envoyons sans profit à Ottawa sous forme de taxes — pour stimuler l'établissement de relations fructueuses avec les autres peuples de l'univers.

Mais dès maintenant, le gouvernement du Québec se doit, par des faits concrets d'assistance sérieuse aux pays francophones, de démontrer à l'individu québécois qu'il est faux de croire que nous sommes un petit groupe isolé de cinq à six millions de francophones.

Il faut que le peuple sache que nous appartenons à un grand ensemble de 175 millions de francophones répandus sur tous les continents. Ainsi disparaîtrait le désespoir qui accable les masses populaires depuis deux cents ans et ainsi apparaîtrait, chez le peuple, la conscience de son destin, la volonté de réaliser ce destin en se donnant les instruments appropriés en confiant à Québec tous les pouvoirs au fur et mesure de la nation.

## C'EST UN DEVOIR DE VOTER

L'approche des élections générales au Canada remet en question le problème du devoir strict qu'il faut à tout citoyen de participer à l'élaboration des structures démocratiques de son pays. Les catholiques parmi nous se rappellent sans doute les directives données en chaire par le Clergé lors du dernier scrutin fédéral. «Tout citoyen, nous disaient, qui a le souci de la chose publique, doit se faire un devoir de voter à une élection, sauf s'il a des motifs sérieux.» Je me souviens à cette directive et je partage entièrement cette vue.

Pourtant, je considère qu'il est de notre devoir de ne pas voter à Ottawa puisqu'il s'agit là d'un gouvernement étranger à notre nation qui ne peut rien pour nous et qu'il nous fait écarter au plus tôt.

Le R.L.N. demande à la population en général et exige de tous ses membres une collaboration étroite pour que notre protestation ait un sens. Ne votons pas le 8 avril prochain ou allons annuler notre bulletin. Nous avons plus que quiconque le souci de la chose publique, nous travaillons au bien-être de notre nation québécoise. Ce serait trahir notre peuple, croyons-nous, que de voter, après 96 ans, lui faire croire qu'il aura justice en collaborant avec la majorité «canadienne». Nous avons donc un motif sérieux de ne pas voter, soit de hâter, par notre abstention, le jour de la conscience de notre nation et l'instauration d'une République libre, démocratique et française. Cessons de perdre notre temps dans un dialogue de sourds. Nous avons opté pour la liberté, soyons logiques et concentrons nos efforts à l'édification d'un Québec fort. Aucun parti fédéral ni aucun candidat ne peut nous apporter quoi qu'il vaille d'Ottawa, car pour la majorité «canadienne» accordera des miettes, plus longtemps elle nous maintiendra dans l'état inférior d'une minorité.

PIERRE-M. VERDY

## SABOTAGE

QUI EST COUPABLE?

L'esprit qui anime les tentatives de sabotage perpétrées les 7 et 8 mars, par le Front de libération québécois, est condamnable.

Il faut craindre qu'avec le passage des jours, ces tentatives se multiplient.

La faute en doit retomber sur les dirigeants québécois, les dirigeants actuels comme leurs prédécesseurs, qui ont, depuis 95 ans, laissé graduellement se détériorer une situation où les masses québécoises ont été de plus en plus malmenées.

De plus en plus, l'énergie réveillée des masses tendra à trouver son expression dans des mouvements spontanés. Il est à prévoir que, de plus en plus au sein des masses, des groupes particuliers tenteront de donner une solution à des problèmes que le pouvoir a négligé de régler.

L'absence de courage et l'irrésolution de nos dirigeants québécois, tant actuels que passés, est la cause du découragement de plus en plus prononcé chez les masses.

Il n'y a pas à se surprendre si une attitude stérile pousse, dans l'avenir, des groupes de plus en plus nombreux de gens à défoncer les portes auxquelles ils ont frappé opiniâtrement depuis des années sans qu'on daigne leur ouvrir.

IL FAUT VOIR EN CES ACTES L'EXPRESSION D'UNE PLAINTÉ PORTANT NON SEULEMENT SUR LA MISÈRE, LE CHÔMAGE ET LES BAS NIVEAUX DE VIE, MAIS AUSSI SUR LA DUPLICE, LE MANQUE DE CARACTÈRE, L'IMPUISSANCE DES DIRIGEANTS POLITIQUES QUÉBÉCOIS, TANT ACTUELS QUE PASSÉS.

Ce que les masses commencent à comprendre, c'est qu'il faut plus qu'un changement de gouvernement, il faut un changement de régime.

LES VÉRITABLES FAUTEURS DE DÉMORALE SONT, NON PAS CEUX QUI COMMETTENT DES ACTES REPRÉHENSIBLES, MAIS LES PERSONNES EN AUTORITÉ QUI TOLÈRENT LES CAUSES QUI FONT NAITRE CES GESTES DE DÉSESPÉR.

## REPRESENTANTS POUR L'INDEPENDANCE

Nous demandons:

1 — des représentants de publicités (annonces). A commission.

2 — des représentants pour donner nos journaux. A commission.

Il faut s'adresser à:

SOCIÉTÉ JEANNE-MANCE

6908, 12<sup>e</sup> Avenue, Rosemont  
Montréal 36  
Téléphones: 722-0470  
721-6092

# ÇA IRA!

par Jacques Renaud

C'est dans l'ambiance créée par le mouvement d'indépendance nationale que prend forme, que se concrétise la première véritable culture nationale, celle qui libère l'homme des puissances

ocultes et matérielles qui l'oppriment, celle qui groupe les Québécois autour d'une pensée cohérente et homogène dans une action collective: la lutte pour la libération sociale du Québec par la prise

de possession des biens et des pouvoirs dont il a été aliéné par les puissances impérialistes et colonialistes anglo-saxonnes depuis la conquête.

Seul le mouvement d'indépendance nationale peut canaliser des énergies assez puissantes, assez colorées pour que les Québécois colonisés puissent, un jour, reprendre en main l'économie nationale dont la gérance leur échappe et sans laquelle toute initiative devenant matérielle impossible, il devient psychologiquement. Un peuple colonisé est un peuple sans âme. Un peuple en tutelle est un peuple infantile.

Seul le mouvement d'indépendance nationale suscite

présentement chez les Québécois le désir de plus en plus impératif de vivre pleinement dans un pays qui leur appartienne corps et âme.

C'est en prenant conscience de son état de frustration et d'infériorité que le Canadien français, quelle que soit la classe sociale à laquelle il appartient, se rebellera.

Il n'est pas un homme au monde qui, prenant conscience qu'on le nie quotidiennement, ne prenne les moyens pour s'affirmer, pour prouver au monde entier qu'il existe. Nous vivons présentement cette expérience historique, marquante dans la vie d'un peuple. La révolution est amorcée. On se bat sur tous les fronts. Rien ne peut plus nous arrêter. D'un bout

à l'autre du Québec les hommes s'exaspèrent. La situation dure depuis trop longtemps. On réclame la patrie, on réclame la justice, on réclame la liberté! La révolution est en marche. Son extension effraie toute une élite assise et somnolente, son extension est agitatrice. À chaque geste posé par les fédéralistes énervés qui se sentent dénoncés, découverts, l'un voit et l'on verra de plus en plus grandir l'indignation du peuple qu'on a trompé, spolié, nié. À chaque jour suffit son effort. Il faut continuer à lutter passionnément, sans transiger. Le jour de la libération approche. A bas la confédération! Vive le Québec libre et indépendant! Ça ira!

## DES ANGLOPHONES RÉALISTES

(Editorial paru dans le "Quebec Chronicle" du 14 février 1963)

### LA CONTROVERSE SEPARATISTE N'A PAS DE TENDANCE ISOLATIONNISTE

La controverse séparatiste continue à prendre de l'ampleur. En effet, elle prend des proportions considérables avec une rapidité étonnante, et même si nous ne sommes pas prêts à admettre que le but des séparatistes — un Etat québécois indépendant et français — sera inévitablement atteint, il devient de plus en plus difficile d'arrêter ce mouvement.

Alors au Canada, ce mouvement est fort sous-estimé et mal compris. On constate certains signes de réveil, mais il est possible que ce soit trop tard. Notre désir évident est de maintenir la Confédération. Mais on ne peut s'empêcher d'admirer ces voix qui écrient la négation du pacte qui unit les provinces. (Les indépendantistes) sont des hommes honnêtes, dont le but est de protéger les intérêts de leurs compatriotes canadiens-français. Inutile de dire que pour eux le seul salut possible pour les Cana-

diens français se trouve en dehors de la Confédération. Et ils gagnent du terrain chaque jour. L'organisateur du R.I.N. pour la région de Québec, M. Jean-Michel Deschênes, n'est pas le révolutionnaire féroce qu'on peut lui imaginer. Bien sûr, il est prêt à tabler sur les sentiments du peuple pour atteindre son but, mais il s'appuie d'abord sur un fort pragmatisme.

Il présente les faits calmement, sans amertume. La question n'est pas de savoir si les Canadiens français en veulent aux Canadiens anglais. C'est tout simplement que le Canada français croit que l'indépendance politique est la meilleure façon de combler ses aspirations. Qui pourrait discuter contre cela?

Un Etat canadien-français indépendant — quel que soit le nom qu'on lui donnera — continuera à entretenir des relations amicales avec le Canada anglais et les Etats-Unis. Il ne s'agit pas d'une politique isolationniste. Il s'agit tout simplement de l'indépendance. Encore une fois, on peut difficilement discuter ce point.

A notre avis, il n'y a qu'une façon d'enrayer ce mouvement d'indépendance, c'est de faire en sorte que le Canada arrive à démontrer positivement que les aspirations du Canada français seront mieux comblées à l'intérieur de la Confédération.

Une pensée nous traverse l'esprit dernièrement: c'est que le Québec d'aujourd'hui n'est pas le même que le Québec qui entra dans la Confédération.

Il y a un siècle, le Québec était dominé sur les plans politique, social, culturel et économique par l'élément anglo-saxon. Bien sûr, certains Canadiens français avaient réussi à pénétrer au sein de cet élément. Ils participèrent au développement de la Confédération. Mais, essentiellement, ce pacte confédératif fut conclu entre un groupe de provinces anglophones, dont Québec.

Les années ont changé les choses. Nos confrères canadiens-français se sont aujourd'hui réalisés et ils demandent leur part du Canada, ce qu'ils ne pouvaient faire il y a un siècle. Il est évident qu'ils l'obtiendront d'une façon ou d'une autre. Ce sera dans la Confédération ou hors de celle-ci. Le Canada anglais sera-il prêt à faire les changements constitutionnels qui établiront la reconnaissance de ce qu'on peut appeler le français?

Comme toujours, c'est dans notre partie du Canada qu'est posée la question, mais la réponse doit venir d'ailleurs. Et nous disons plus rapidement qu'on l'admet généralement. Il sera peut-être trop tard l'an prochain pour reconnaître le Canada français, comme celui-ci le demande.

## UNE HYPOTHESE REVOLUTIONNAIRE

par Jacques Langis

Je croyais que la récente "affaire Gordon" avait au moins eu l'heureuse conséquence de faire réfléchir les gens et de leur faire rechercher les raisons profondes de la piètre représentation des Canadiens français dans l'économie et dans le fonctionarisme fédéral. L'émission radio-phonique "Deux voix... un pays" de vendredi dernier me fournit la triste preuve du contraire.

Une personnalité dont je suis heureux d'oublier le nom, mais une personnalité quand même as-

sez importante pour qu'on l'inclue à discuter du problème national canadien-français à la radio, nous a pour la première fois sorti le vieux squelette de notre système scolaire défectueux et de notre peu d'intérêt pour nos propres affaires. Il a sans doute raison de dire que notre système scolaire est défectueux et que nous sommes passablement paresseux dans un peu tous les domaines. Mais personne n'a encore prouvé que nos défauts étaient plus grands que ceux des autres

peuples, personne n'a encore prouvé que nos défauts étaient la cause profonde de la supériorité relative de notre vie nationale. C'est un acte de courage de dire cela. C'est un acte de courage de dire que nous sommes médiocres et de se féliciter de la sincérité et de l'intelligence de ces grands commentateurs qui nous le disent, mais qu'à dégriser notre peuple.

Je veux suggérer à ces gens de cesser leurs accusations qu'on a quand même entendues assez souvent et de proposer enfin des remèdes pratiques. Ce n'est pas à répéter aux gens qu'ils sont paresseux qu'on va les rendre plus entreprenants. Dans leur recherche de remèdes appropriés à notre maladie, je veux leur suggérer une hypothèse de travail qui me semble beaucoup plus prometteuse que celle qu'ils ont suivie jusqu'ici, beaucoup plus prometteuse que celle que monsieur Gérard Pilon nous a présentée la victoire éreditiste de juin dernier. Cette hypothèse nouvelle et révolutionnaire est la suivante:

LES CANADIENS FRANÇAIS NE SONT PAS "PLUS BÊTES QUE LES AUTRES". Ils ne sont ni plus bêtes ni plus fins que les autres, ils n'ont pas de plus de défauts ni plus de qualités que les

autres, en un mot ils sont aussi humains que les autres.

Une telle hypothèse, il me semble, pourrait stimuler l'imagination un peu courte de nos prétendus spécialistes et les amener à des découvertes sensationnelles. Tous les peuples ont des systèmes scolaires défectueux, tous les peuples sont paresseux, tous les peuples gaspillent la majeure partie de leurs énergies dans des entreprises puériles. Si les Canadiens français, qui sont par hypothèse assez semblables à tous les autres peuples, réussissent à accomplir quelque chose de mieux que les autres, il faut alors rechercher la cause de leur infériorité, ailleurs que dans leur médiocrité strictement humaine. Il faut rechercher la cause de leur infériorité dans des facteurs extérieurs, peut-être dans des facteurs politiques et sociaux.

AUCUN SYSTEME SCOLAIRE, SI PARFAIT FUT-IL, NE FAIT VIENDRE À APPRENDRE UN FRANÇAIS CONVENABLE A UN PEUPLE A QUI L'ON CHANTE CONSTAMMENT "QU'IL DOIT SAVOIR L'ANGLAIS POUR GAGNER SA VIE, AUCUN SYSTEME SCOLAIRE, SI PARFAIT FUT-IL, NE STIMULERA L'ESPRIT D'ENTREPRENRE CHEZ UN PEUPLE S'IL LUI ENJOINT DE

NERSTER FRANÇAIS ET LUI ENSEIGNE EN MEME TEMPS LE MYTHE DE LA SUPERIORITE ECONOMIQUE DES ANGLAIS, AUCUN SYSTEME SCOLAIRE, SI PARFAIT FUT-IL, NE REUSSIRA A INCLUQUER LA FIERTÉ A UN PEUPLE A QUI L'ON ENSEIGNE QU'IL EST CANADIEN ET QUI DECOUVRE DE PLUS EN PLUS QU'IL N'EST PAS CHEZ LUI AU CANADA, AUCUN SYSTEME SCOLAIRE N'ENSEIGNERA LA FIERTÉ ET LA CONFIANCE EN SOI A UN PEUPLE DERACINE, A UN PEUPLE SANS PATRIE, A UN PEUPLE DONT LA CULTURE EST PRISONNIERE DES INSTITUTIONS POLITIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIALES D'UNE CULTURE ETRANGERE.

Et qu'on ne me réponde surtout pas par l'exemple des Juifs. Qu'on distingue entre la race et la culture, ou entre la religion et la culture. Ou qu'ils soient les Juifs adoptent la langue et la culture du pays. Au Canada, ils sont anglais et ils sont infiniment plus heureux que nous ne le sommes. Les Juifs ont adopté la solution de l'intégration. Faisons de même ou choisissons l'indépendance, mais cessons de chercher des solutions où il n'y a pas.

## QUÉBEC... PAYS OCCUPÉ



Cette affiche nous crève les yeux rue Saint-Urbain, à Montréal. Il n'y a évidemment pas de traduction française. Pire, U et M, ce veut dire Université de Montréal. C'est dégoûtant.

L'armée canadienne est une armée étrangère pour les Québécois. Nous vivons en territoire occupé. Il est temps de nous débarrasser de cette odieuse machine à dénationalisation.

Remarque qu'on n'a pas oublié de nous "enrôler" en français. On attire toujours les colonisés en leur parlant dans leur langue, après on leur tape dessus.

# PAS D'ACCORD M. JOHNSON

Pour le R.I.N. ...  
c'est tout ou rien

Puisque les États généraux sont la première étape et l'Assemblée constituante la dernière d'une série de procédures visant à amender la constitution (celle que les Anglais nous ont imposée en 1867 en dehors de toute consultation populaire), cela veut dire que l'on est en face de propositions visant à escamoter le problème en préjugant de la solution à lui donner. Le véritable problème n'est-il pas: l'indépendance du Québec?

Lors de la dernière élection provinciale, quand ce n'était ni le lieu ni le temps, un certain parti provincial a parlé de référendum. Maintenant que le temps est venu de présenter au peuple du Québec de se prononcer pour les pleins pouvoirs ou des demi-pouvoirs à Québec, pour de véritables mesures ou des demi-mesures, on ne souffle plus mot d'un référendum. C'est le cas de dire qu'on a affaire à un parti qui marche à temps et à contretemps.

On peut d'ores et déjà être assuré que ce parti ne poursuivra pas au-delà d'une certaine rhétorique émancipatrice ses efforts pour la libération du Québec. Tout ce qu'il veut: écajoler les représentants de nos grandes sociétés nationales. Avec Bertrand, le propos de l'Assemblée législative, cela fait plus sincère, cela donne plus confiance, croit-on, que c'était Johnson qui le proposait.

Nous avons là un exemple classique d'opportunisme qui peut se définir de la façon suivante: l'obsequiosité devant ce que l'on

considère comme un pouvoir électoral. Mais cela suffirait-il à faire oublier la lâcheté de ce parti — comme celle du parti libéral d'ailleurs — dans l'affaire de St-Jean-St. John's?

Croit-on ce parti assez désintéressé pour proposer des amendements à la constitution qui iraient à l'encontre des intérêts de ses bailleurs de fonds anglo-saxons qui eux sont satisfaits de la constitution telle qu'elle est et qui n'auront jamais l'intention de continuer à fournir plus des 4/5 des fonds de la caisse électorale du parti si on nuit à leurs intérêts?

Aura-t-on oublié les méthodes à l'honneur dans ce parti telles que les a instaurées son fondateur qui se prononçait en 1936 pour la nationalisation de l'électricité pendant que les bailleurs de fonds anglo-saxons, prudemment rassurés sur ses réelles intentions, versaient des millions à sa caisse électorale?

Voilà au point de vue des principes ce qu'il faut penser des propositions concernant les États généraux et l'Assemblée constituante.

Au point de vue chronologique, l'auteur de la motion retarde. Il y a un demi-siècle, en effet, en 1917, un député présentait à l'Assemblée législative une motion portant sur l'indépendance du Québec. C'était la motion Francoeur.

Récemment, deux membres du R.I.N. portaient le message de l'indépendance devant un groupe de jeunes réunis sous les auspices du Y.M.H.A. C'était la première fois que le R.I.N. s'adressait officiellement à un groupe québécois d'origine juive. Quelle fut la réaction des jeunes auditeurs?

Premier obstacle: ils entretenaient un certain nombre de malentendus et de préjugés sur le sort que le Québec libre leur réserverait. Premier préjugé à dissiper — et qui démontre la peur que notre idéal suscite en eux —: la refrancisation du Québec se fera par l'expulsion des anglophones du Québec. Nous croyons avoir dissipé le préjugé, car l'indépendance ne se fera pas ainsi, et cela nous le leur avons bien dit. Pas question d'expulser les anglophones. Les anglophones seront libres de vivre au Québec (en acceptant les lois de la nation québécoise), ou d'émigrer. Et nous croyons que la grande majorité d'entre eux voudront demeurer au Québec. Il faudra alors intégrer étape par étape les anglophones dans la vie nationale du Québec. Être anglophone au Québec libre ne constituera pas un crime, mais graduellement les anglophones comprendront d'eux-mêmes qu'ils ne peuvent s'assimiler à la nation québécoise.

Autre fausse conception que l'on retrouvait chez plusieurs: Comment arriverions-nous à nationaliser toutes les entreprises étrangères? (Pour eux, nationalisation globale ne voulait-il pas dire "dépossession forcée") Beaucoup d'entre nous, Canadiens français, reconnaissons cette erreur: combien n'étions-nous pas à croire au début à la nécessité

# LES JUIFS QUEBÉCOIS FONT-ILS PARTIE DE LA NATION QUÉBÉCOISE?

d'une politique de nationalisations globales, alors que nous savons très bien maintenant que l'indépendance politique du Québec peut se faire sans prendre de telles mesures économiques. Bien sûr, certains secteurs publics seront nationalisés, s'ils ne le sont déjà: chemins de fer, Hydro-Québec, Radio d'État, etc, mais le R.I.N. ne préconise nullement une politique générale de nationalisations. Et surtout pas de dépossession forcée. Ainsi, les capitalistes étrangers continueront d'investir au Québec libre, tout comme les capitalistes français continueront d'investir en Algérie, malgré sept années de guerres mortelles. Et cela notre jeune auditoire la vite compris: il est possible d'atteindre à l'indépendance politique, y tout en pratiquant une politique de collaboration entre étrangers et Québécois sur le plan économique.

Les préjugés dissipés — et la crainte avec — les nombreuses questions posées décelaient toutes une préoccupation marquée pour leur avenir dans le Québec libre. Parmi ces questions, nous retons celles-ci: Liberté religieuse? Liberté de conscience? Démocratie? A ces questions, le programme politique du R.I.N. répondait de lui-même. Nous ne vivons pas de religion d'État, nous ne voulons pas de système cléricalo-politique, nous ne voulons plus de ces étiquettes religieuses que l'on colle depuis toujours sur les individus. Les Québécois seront libres d'avoir ou de ne pas avoir de religion. Ils pratiqueront la religion de leur choix. Il y aura des écoles catholiques et des écoles neutres. Et dans ces écoles neutres, viendront s'inscrire, en français, aux côtés de

jeunes Canadiens français, ces juifs et ces immigrants du Québec qu'a-jour'hui la Confédération nous fait perdre au profit du groupe anglo-saxon. Et cela est dans l'esprit du R.I.N., qui pense sa force dans les grands principes de liberté de la Déclaration des Droits de l'Homme.

Parmi toutes les questions posées, il y a un ensemble de questions qui brillent par leur absence, et auxquelles les auditeurs québécois nous avaient habitués. Alors que le pessimisme canadien-français recherche l'impossibilité économique de l'indépendance — c'en est devenu une fixation —, cet auditoire juif s'est à peine posé la question. Plusieurs ont même reconnu qu'ils savaient l'indépendance économiquement réalisable. Et ce fut au sujet d'immigrants pour nous: cette impuissance devant notre avenir économique n'est-elle pas la preuve éclatante du profond complexe d'infériorité dont nous ont marqués deux siècles de colonialisme? Par cette peur devant nos responsabilités économiques nous rejoignons les coloniaux du monde entier, d'Algérie à Pékin.

Trois heures de discours, 40 questions et réponses. Le temps parut très court. L'atmosphère fut cordiale, détendue. On s'était expliqué: la crainte était maintenant dissipée, la compréhension devenait possible. Comment éventuellement ne pas nous comprendre eux ou, depuis 1947, ont bâti leur État souverain, Israël? Premier contact! Nous avions la conviction que nous étions de bons citoyens québécois de demain.

Guy Bouthillier

## LETTRE OUVERTE À PROPOS DE LA TRISTE AFFAIRE DE LA PLACE DES ARTS

L'Honorable Georges-Émile Lapalme, Ministre des Affaires culturelles,

Hôtel du Parlement, Québec, État du Québec.

Monsieur le ministre des Affaires culturelles,

Le Comité de vigilance nationale porte à votre attention les injustices flagrantes faites aux Québécois et à la culture canadienne-française, par l'administration de la Place des Arts de Montréal.

Cette Place des Arts, en plus de son rôle artistique éminent, sera un objet de prestige pour la deuxième ville française du monde et deviendra l'un des principaux centres de culture française en Amérique.

Il a fallu cinquante ans de polémique et d'efforts pour doter Montréal d'une salle de concert convenable; le projet a été finalement entrepris sous l'égide et avec des subventions de notre État québécois, de la métropole et d'une souscription publique.

Les directeurs de la Place des Arts donnent de plus en plus une âme étrangère à notre institution nationale, qui doit représenter les plus hautes manifestations de notre esprit et de notre identité québécois. La Corporation Georges-Etienne Cartier — se moque des protestations et du mécontentement général de la population de Montréal et du Québec à ce sujet.

Le CVN demande le renvoi

immédiat de M. Silas Edman, directeur administratif à la Place des Arts, ce jeune Américain de 31 ans qui ne parle pas le français et à la compagnie douteuse. Devant les protestations de la population, Me Louis-A. Lapointe se contredit souvent sur les véritables fonctions de cet étranger. Il minimise l'importance de son travail et le réduit maintenant à simple locuteur de la salle et vendeur de billets. Le Comité de vigilance nationale demande si M. Edman a obtenu ce haut poste par patronage? Avec la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, nous croyons qu'il

est inadmissible que pas un seul citoyen de la métropole n'ait la compétence voulue pour remplir le poste confié à ce jeune étranger.

Le festival d'ouverture de la Place des Arts sera inauguré sous le signe de l'opéra italien, et cela dans la deuxième ville française du monde. M. Jean Hamelin, dans "Le Devoir" du 28 février 1963, déplorait "l'entêtement des directeurs de la Place des Arts à refuser de considérer le caractère français de notre ville dans un festival comme celui de la Place des Arts". "Internationalement, le festival de la Place des Arts, le

sera surtout par le spectacle de notre impuissance" comme le faisait remarquer M. Jean Vallard du journal "La Presse". Les prix des billets du festival ne seront pas accessibles à la majorité de la population. Ils seront réservés, en définitive, aux snobs et à la haute société, alors que le peuple paie pour la construction de ce centre culturel. M. Jean-Paul Jeannotte avait raison d'affirmer que: "La Place des Arts, c'est devenu une chose absolument anti-sociale".

Monsieur le ministre, est-il exact que toutes les assurances de la Place des Arts

sont détenues par des compagnies anglaises et américaines?

D'autres transactions plus scandaleuses semblent s'être produites à la Place des Arts, devant leur gravité, nous vous demandons la faveur d'accorder audience à une délégation du CVN.

Considérant que les administrateurs colonialistes de la Place des Arts travaillent à l'encontre des aspirations légitimes des Québécois, nous appuyons M. Manuel Maitre, du journal "La Patrie", en demandant la démission du présent Conseil d'administration de la Place des Arts.

Les Québécois désirent être maîtres chez eux et ils n'endureront plus ces insultes et ces trahisons. S'il le faut, nous demanderons à toute la population du Québec de boycotter toutes les manifestations futures de la Corporation Georges-Etienne Cartier.

Nous avons la certitude, monsieur le ministre, que vous daignerez étudier nos revendications et que vous corrigerez les injustices flagrantes faites aux Québécois, par l'administration de la Place des Arts.

Veuillez agréer, cher monsieur le ministre des Affaires culturelles, l'expression de nos sentiments les plus nationalistes.

le secrétaire,  
Jean-Guy Labarre  
Comité de vigilance nationale,  
Case postale 215,  
Succursale de La Lorimier,  
Montréal 34e,  
État du Québec.

## LA PLACE DES ARTS NOUS APPARTIENT

Nous la reconquerrons s'il le faut!

Le R.I.N. applu de toutes ses forces le Comité de Vigilance Nationale.

Nous en avons assez d'être traités avec mépris, surtout par des Canadiens français.

M. Lapointe ne veut pas baisser le prix des billets DE PLUS DE VOIR DES GENS ARRIVER AU CONCERT EN "JEANS".

Pensez donc comme ça ferait peuple, n'est-ce pas?

En bien, le peuple a payé pour cette salle et pas plus que nos snobs il a le droit d'entendre la musique qu'on y présente. M. Vayer, crétin, Monsieur Lapointe, il comprend Verdi, Bizet ou Mozart, au moins aussi bien que vous.

Nous avons attendu cette salle pendant cinquante ans. Maintenant, on nous en interdit l'entrée. Allez-y voir. Nous l'avons conquise de haute lutte et on nous l'enlève. NOUS LA RECONQUERRONS.

Monsieur Lapointe, attendez-vous à voir, en septembre, une première comme vous n'en avez jamais vue!



# LE R.I.N. DEVIENT PARTI PO

A son dernier congrès, tenu à Montréal les 2 et 3 mars dernier, le R.I.N. s'est transformé en parti politique. Les délégués se prononcèrent dans ce sens à l'unanimité moins un.

## QUE S'EST-IL PASSE A CE CONGRES ?

Nous vous en donnons ici un compte rendu.

Nous reproduisons d'autre part le discours inaugural du président du R. I. N., Me Guy Pouliot. Il y dessine les buts et les moyens du seul PARTI REVOLUTIONNAIRE DU QUEBEC. Les membres doivent lire et relire ce texte : il est d'une extrême importance au moment où nous entreprenons la lutte politique.

# LE R.I.N. PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

Discours inaugural prononcé par Me Guy Pouliot à l'occasion du congrès national du R.I.N. les 2 et 3 mars 1963

Les masses trompées par les partis politiques tant provinciaux que fédéraux sont de bonne foi.

Il importe au plus haut point de les éclairer avec soin, avec persévérance, avec patience sur leur erreur, de leur montrer le lien indissoluble de la Confédération, du chômage et de la domination anglo-canadienne, de leur expliquer que l'on ne peut pas mettre fin au régime Confédératif, sans cesser d'appuyer d'abord, et sans combattre, ensuite, les partis politiques provinciaux ou fédéraux qui l'incarnent.

L'avènement de l'indépendance n'est possible qu'aux prix d'une rupture totale immédiate avec le fédéralisme en toutes ses manifestations. C'est cette idée de rupture totale, donc, qui doit être développée auprès de tous les citoyens, en tout temps, et partout : sur la rue, au bureau, à l'usine, dans les villes comme dans les campagnes. Les citoyens demandent des réponses concrètes; il ne faut pas les bercer d'illusions.

Nous ne devons faire appel qu'à la conscience des citoyens. Si même, pour un temps, nous devons rester en minorité. Il faut se souvenir que les minorités d'aujourd'hui sont les majorités de demain.

Et demain n'est pas loin.

Ce qui fait la particularité de la situation actuelle au Québec c'est la transition de la première étape de la révolution pacifique, qui a fait douter les milieux les plus conscients de la population de la rentabilité du système confédératif, à sa deuxième étape qui doit ultimement donner le pouvoir aux patriotes québécois.

Cette particularité exige que nous sachions nous adapter ainsi que nos structures aux conditions spéciales du travail parmi les masses qui commencent à s'éveiller à la conception de leur droit de disposer d'eux-mêmes en tant que peuple. . . .

### PROPOSITION

L'attitude des masses populaires, depuis le début du système confédératif, en est une de confiance aveugle, quel que soit le parti au pouvoir, envers le gouvernement du Québec considéré à tort comme le protecteur du peuple québécois.

### PROPOSITION

En principe, aucun soutien du gouvernement québécois. Démontrer le caractère parfaitement mensonger de toutes ses promesses, créatrices d'illusions dangereuses et de pertes d'énergie au sein des masses qui sont forcées de travailler à la réalisation d'un but impossible à atteindre : la création d'un Québec économiquement fort sans rupture avec le système confédératif. Le démasquer au lieu d'exiger (chose inadmissible et qui ne fait que créer des illusions) que ce gouvernement de capitalistes cesse d'être soumis à la haute finance anglo-canadienne.

Tout ce que nous avons à faire c'est un travail de critique et de dénonciation patient, persévérant et systématique parmi les masses.

Le vrai gouvernement, le seul possible, le seul efficace, c'est un gouvernement groupant tous les pouvoirs à Québec.

Toutes les mesures adoptées par un autre genre de gouvernement ne sont que des demi-mesures, des palliatifs qui ont l'effet de créer des illusions et de retarder ainsi l'avènement d'un gouverne-

ment fort à la tête d'un Québec rendu fort par l'indépendance.

C'est cela qu'il faut faire comprendre aux masses.

Il faut démontrer en toute occasion minutieusement, scrupuleusement, le bien-fondé de notre attitude. Nous ne voulons pas être crus sur parole. Nous ne sommes pas des charlatans.

Ce que nous proposons est normal, honnête. N'imitons pas les politiciens. N'ayons pas peur de la vérité. Sachons la dire aux masses. Elle n'est pas terrible. Le tout est de savoir défendre ses idées systématiquement, avec persévérance.

Pour résumer : faisons pénétrer dans l'esprit des masses que les lois sont importantes non en raison de ce qui est écrit sur le papier, mais en raison de celui qui les applique. Pour cette raison, que notre mot d'ordre soit : **Tous les pouvoirs à Québec.**

### PROPOSITION

Il faut entreprendre, encore plus qu'auparavant, une large discussion de toutes les questions intéressant le R.I.N. Il faut obtenir que l'organisation à tous ses niveaux se prononce sur elles, les approuvant, les désapprouvant. Il faut accepter ensuite que le Conseil Central, maître de la stratégie et de la tactique entre les Congrès, décide à leur sujet en dernier ressort, jusqu'au prochain Congrès. **Il faut exiger de tous les membres qu'ils adoptent une attitude parfaitement consciente à l'égard des décisions du Conseil Central.** Cela veut dire que ses décisions doivent être exécutées, et non plus discutées. Il faut reconnaître au Conseil Central le droit, dans les cas d'urgence, de décider sans avoir obtenu l'avis préalable des différents niveaux du R.I.N.

### PROPOSITION

Toutes nos pensées, tous nos efforts, tout notre travail de propagande et d'organisation doivent tendre à s'opposer à toute forme de confédération que ce soit avec le Canada anglais.

Il nous faut bien faire comprendre aux masses que l'égalité absolue de nos deux nations est à leur horde de l'indépendance et que, en l'absence d'égalité, donnez ne fut-ce qu'une parcelle de pouvoir à une majorité, et celle-ci tâchera à la fois d'en abuser et de l'étendre.

### PROPOSITION

Le gouvernement provincial est composé de partisans déclarés du régime confédératif. Il ne peut pas plus donner du pain aux pauvres, du travail aux chômeurs, qu'il ne peut assurer la liberté complète au peuple entier.

Le gouvernement est dans une impasse dont il ne peut se sortir : lié, d'une part, par l'intérêt, à la haute finance anglo-saxonne, il doit aspirer à la continuation de l'abominable Confédération, il doit s'activer à la défense du capital anglo-saxon contre l'intérêt du peuple québécois. Lié, d'autre part, par ses origines, à la démocratie, au peuple de qui il attend la réélection, il doit sans cesse mentir, louvoyer, donner d'une main et reprendre de l'autre.

Le devoir impérieux du peuple québécois doit être de renverser ce gouvernement le plus tôt possible. Pour opérer ce renversement, le R.I.N., qui est l'avant-garde de la nation opprimée, doit accomplir des prodiges d'organisation.

En quoi ces prodiges vont-ils consister ? Premièrement et avant toute chose : création partout, dans chaque quartier ou dans chaque paroisse, de sections R.I.N. La jeunesse doit être initiée à la vie politique. Quant à la population féminine, il faut se convaincre de l'idée qu'on ne peut pas asseoir les fondements d'une liberté véritable, qu'on ne peut pas bâtir une véritable démocratie, sans appeler les

# OLITIQUE

femmes à la politique. Une place large doit leur être faite dans les comités de travail au lieu de les cantonner dans les comités de réception comme font aujourd'hui les partis politiques.

## PROPOSITION

Le parti qui forme aujourd'hui l'opposition provinciale officielle n'est pas né d'un pur hasard. Ses membres sont autant représentants du capitalisme anglo-saxon et sont aussi liés par les intérêts de ce dernier que le sont les membres du parti au pouvoir.

La haute Finance anglo-saxonne ne peut pas plus renoncer à ses intérêts qu'un homme ne peut se soulever lui-même en se prenant par les oreilles. La chose est également vraie des partis politiques dits provinciaux. Il en résulte qu'après l'avènement de l'indépendance, ces partis, pour protéger les intérêts de leurs commanditaires anglo-saxons, continueront sornouvement de s'opposer aux réformes nécessaires pour que l'indépendance profite pleinement à tous les éléments du peuple québécois et non seulement aux riches, que ceux-ci soient anglo-saxons ou canadiens-français.

Il en résulte qu'après comme avant l'indépendance les vieux partis devront être combattus.

Le R.I.N. doit prendre la direction de la lutte menée par le peuple contre toutes les formes de l'oppression; politique, économique, sociale, et culturelle.

En effet, à l'heure actuelle, seul le R.I.N. possède un programme postulant la lutte contre ces quatre formes d'oppression. Le R.I.N. est convaincu qu'on ne peut espérer vaincre l'une de ces formes d'oppression sans s'attaquer à toutes en même temps, tant il est vrai qu'elles se nourrissent et se soutiennent mutuellement.

Le R.I.N. estime possible, souhaitable, utile et nécessaire, à certain moment, une action concertée avec une autre organisation, mouvement ou parti fédéral ou provincial pour atteindre un but particulier.

Mais nous déclarons que ce n'est que le maintien de l'indépendance complète du R.I.N. en matière de doctrine et d'organisation qui peut assurer la libération complète du peuple québécois.

Le R.I.N. reconnaît le droit de chacun à la liberté religieuse et s'engage à travailler pour que le futur Etat souverain reconnaisse et protège cette liberté.

Le R.I.N. croit indispensable de réaffirmer son désir bien arrêté de voir, dans le domaine religieux comme ailleurs, s'instaurer une république démocratique réalisant les vœux de la majorité des citoyens.

La coexistence pacifique avec les anglo-canadiens n'est possible que par l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de la libération nationale.

## PROPOSITION

Rien, en effet, n'est plus révélateur de l'incompétence commune du parti au pouvoir et de celui qui rêve de le remplacer que leur incapacité à éclairer les Anglo-Canadiens sur la nature de ce que le Québec attend de la Confédération.

A la question : que veut, de façon positive, le peuple du Québec et quels gestes attend-il des Canadiens anglais? le chef du gouvernement et celui de l'opposition se contentent pour réponse de vagues généralités qui n'éclairent pas le moindre des Anglo-Canadiens sur les remèdes à apporter au mécontentement du Québec.

Seuls les indépendantistes apportent des solutions claires, précises, faisant d'eux les seuls interlocuteurs valables. C'est cela que le peuple va finir par réaliser. C'est de nous qu'il dépend que ce soit à brève échéance.

# LE CONGRÈS CE QUI EN EST SORTI

"Le R.I.N. doit prendre la direction de la lutte menée par le peuple contre toutes les formes de l'oppression; politique, économique, sociale et culturelle." Dans un vibrant discours d'ouverture, d'où nous tirons ce passage-clé, Me Guy Pouliot, président national du Rassemblement pour l'Indépendance Nationale, donna le ton au congrès spécial du R.I.N. qui se tenait les 2 et 3 mars derniers en la salle de l'École St-Stanislas, à Montréal. Cette préoccupation de servir les intérêts du Québec dans tous les domaines, qui a été une constante de la pensée du R.I.N. depuis sa fondation et qui s'est précisée dans la notion de "révolution nationale" préconisée par le mouvement, devait fatalement déboucher sur la transformation du R.I.N. en parti politique. C'est le deuxième jour du congrès que cette transformation s'opéra.

Depuis près d'un an, déjà, le R.I.N. s'était fixé cet objectif. A son congrès d'octobre dernier, il avait décidé de ne pas devenir parti avant 1964, mais en mars 1963, on ne pouvait plus permettre que des Québécois de bonne volonté aillent militer pour la cause de l'indépendance dans d'autres mouvements ou partis qui, en perpétuant par leur esprit et leurs méthodes politiques un état de choses qui nous a valu d'être un peuple subjugué, asservi, colonisé, compromettent au départ la cause de l'indépendance.

Mais c'est à un autre problème que devaient s'attaquer les congressistes le samedi. Le directeur du Comité constitutionnel, Me Pierre Verdy, présentait à l'assemblée le rapport de son comité sur les nouvelles structures des mouvements. Ces structures sont destinées à faciliter et à coordonner l'action politique du R.I.N. Aux différents niveaux, c'est-à-dire à celui de la nation, de la région (le Québec est divisé en huit régions), du comté (les 95 comtés du Québec), et de la section (paroisse, quartier, municipalité ou autre), on trouve un comité exécutif et un conseil. Au niveau national, le conseil est le conseil central et détient l'autorité suprême du

mouvement entre les congrès; au niveau de la section, ce conseil est l'assemblée générale des membres de la section.

Une fois adoptées ces structures, il restait à déterminer dans quel esprit notre lutte serait menée. "Nous ne ferons pas l'indépendance avec la somme des compromis que nous serons capables de réaliser avec tous ceux qui ne partagent pas nos idées; nous la ferons avec la somme des intrinsèques sur lesquelles nous serons capables de nous entendre entre nous." Voilà la position à laquelle se sont ralliés les congressistes. Et pour bien établir l'esprit dans lequel le R.I.N. doit mener son action politique, le Congrès adoptait la résolution suivante, proposée par deux membres du Comité politique: "Que le R.I.N. entreprenne son action politique selon les principes suivants: 1. Notre aspiration à l'indépendance est intimement liée à notre aspiration à une véritable démocratie, à une plus grande justice sociale et à l'épanouissement de l'individu dans une société humaniste et ouverte sur le monde; 2. Le R.I.N. s'engage à ne pas sacrifier les principes de son action à des considérations d'ordre tactique ou de rentabilité. Sans écarter les actions concertées avec d'autres mouvements, qui n'atteignent pas les principes, le R.I.N. entend poursuivre la libération du Québec avec la volonté bien arrêtée de la mener lui-même à bonne fin; 3. Le R.I.N. fait confiance au peuple québécois et veut faire l'indépendance avec lui. Il s'engage à ne pas lui cacher les buts véritables qu'il poursuit et en particulier la nature de la révolution nationale qu'il veut réaliser."

La position du R.I.N. est donc définie clairement dès le lancement du parti. Il n'y a pas de mouvement ni de parti qui soit frère du nôtre, s'il n'endort les Québécois en leur offrant, à certains de leurs problèmes, des solutions qui les maintiennent sous le joug d'Ottawa. Il n'y a qu'un parti qui se soit fixé de rendre véritablement le Québec libre, et soit le R.I.N.

## CANADA ELECTIONS ACT

### URBAN PRELIMINARY LIST OF ELECTORS

Electoral District of Mount Royal, City of Montreal, Urban Polling Division No. 205

Comprising an area bounded on the north-west by a line starting at the intersection of Lemieux St. and St. Kevin St., thence north-east to St. Braouacq St., thence north-west to Braouacq St. St. 10 and including civic No. 5533; thence north-east to and including civic No. 5500 Victoria Ave.; bounded on the north-east by Victoria Ave.; on the south-east by Maplewood Ave.; on the south-west by Lemieux Street.

The following names have been enumerated during a recent house-to-house visitation in the above mentioned polling division by a pair of urban enumerators.

#### BEAUCOURT STREET

5533 Apt. 2 Fagnolino, Mrs. Ferns, widow	3
5533 Apt. 4 Nudelman, Abe, dress contractor	3
5533 Apt. 4 Nudelman, Mrs. Esther	3
5533 Apt. 7 Ziss, John, machanic	4
5533 Apt. 7 Ziss, Mrs. Marie	4
5533 Apt. 8 Birnbaum, Hyman, insurance	6
5533 Apt. 8 Birnbaum, Mrs. Rita, bookkeeper	7
5533 Apt. 9 Smith, Jack, credit manag.	8
5533 Apt. 9 Smith, Mrs. Ethel	8
5533 Apt. 10 Abramowitz, Abiel, retired	10
5533 Apt. 10 Brenner, Mrs. Lev, office manager	11
5533 Apt. 10 Brenner, Lea, widow	12
5533 Apt. 11 Szewski, Mrs. Herman, accountant	13
5533 Apt. 11 Szewski, Mrs. Helen, seamstress	13
5533 Apt. 12 Kovacs, Karol, machanic	14
5533 Apt. 12 Kovacs, Mrs. Verna, seamster	14
5533 Apt. 12 Kovacs, Tibor, mech. engineer	17
5533 Apt. 12 Kovacs, Veronica	18
5533 Apt. 17 Fog, Marc, cutter	19
5533 Apt. 17 Fog, Mrs. Lily	20

#### LEMIEUX STREET

5411 Caspary, George, Supl.	21
5411 Caspary, Marjorie	22
5411 Caspary, Mr. Rhod, insurance	23

#### MAPLEWOOD STREET

4021 Apt. 1 Goss, Mrs. Eva	24
4021 Apt. 1 Goss, Mrs. Mary	24
4021 Apt. 2 Rongstad, Phyllis, insurance	26
4021 Apt. 3 Newman, Betty, insurance	27

#### MAPLEWOOD STREET, Con.

4021 Apt. 3 Newman, Mrs. Anne	28
4021 Apt. 3 Newman, Jacqueline, Miss	28
4021 Apt. 4 Garber, Carl, general manager	29
4021 Apt. 4 Garber, Mrs. Paula	29
4021 Apt. 5 Marley, John, office manager	31
4021 Apt. 5 Jacoby, Mrs. Alice	31
4021 Apt. 6 Monovich, Mrs. Salomon	34
4021 Apt. 6 Monovich, Mrs. Florence	35
4021 Apt. 7 Altompe, Simon, bookkeeper	36
4021 Apt. 7 Horvath, Wilmar, bookkeeper	37
4021 Apt. 8 Horvath, Bertram, insurance agent	38
4021 Apt. 8 Horvath, Mrs. Tillie, secy.	39
4021 Apt. 8 Schneider, Miss Cecile, clerk	40
4021 Apt. 1 Gross, Miss, rag dist.	41
4021 Apt. 1 Gross, Mrs. Nina	41
4021 Apt. 2 Kowaluk, Anne, hatmaker	42
4021 Apt. 2 Kowaluk, Sarah	42
4021 Apt. 3 Zabol, Sadore, operator	43
4021 Apt. 3 Zabol, Frances	43
4021 Apt. 4 Weinberg, Elst, printer	47
4021 Apt. 4 Weinberg, Ray, Mrs.	47
4021 Apt. 5 Teisler, Morly, photo finisher	48
4021 Apt. 5 Teisler, Mrs. Blanche	48
4021 Apt. 6 Boda, Miss Eva, waitress	51
4021 Apt. 1 Goldman, Fanny, widow	52
4021 Apt. 3 Finegold, Phyllis, supervisor	53
4021 Apt. 3 Friedman, Mrs. Bertha, housewife	54
4021 Apt. 3 Friedman, Isaac, restaurateur owner	55
4021 Apt. 4 Small, Martin, retired	57
4021 Apt. 4 Small, Mrs. Anne	57
4021 Apt. 5 Waldenshuler, Andrew, designer	58
4021 Apt. 5 Waldenshuler, Marie, seamstress	59

# LE COLONIALISME CONTINUE

Comme un très grand nombre de Québécois, (dont M. Gérard Pelletier), notre rédacteur en chef a dû faire face aux "énumérateurs" fédéraux anglophones. A la dernière élection, on avait fait de lui un "journalier". Cette fois-ci, il a réussi, après

plus d'une heure de démarches, à se faire inscrire comme "journaliste". Evidemment, la "Liste des électeurs" se présente, dans sa plus grande partie, en anglais seulement.

Aussi bien vous dire tout de suite que la crise de rage ne vous mènera nulle part:

Pierre Bourgault l'a essayée sans résultat.

C'EST CA ETRE UNE COLONIE ! Et il n'y a pas mille façons de nous sortir de cette situation. Il n'en existe qu'une seule : L'INDEPENDANCE POLITIQUE DU QUEBEC.

C'est le colonialisme outaouais qui a fait de nous des défaitistes. C'est en nous maintenant dans un constant état d'infériorité économique et politique, cause de notre infériorité culturelle et sociale, qu'il a fait de nous les "maudits peureux" dont nous nous qualifions les uns les autres avec hargne. Il faut bien que quelqu'un mange les coups, que quelqu'un paye, que quelqu'un assume tous les péchés de la nation. Et c'est hargne, faute de canalisation vers le haut, prend une voie d'évitement vers le bas, vers nous-mêmes, contre nous-mêmes. On a peur, on craint. On craint de se rebeller, on refuse la lucidité. On craint d'abattre l'idole, la véritable cause de tous nos maux, de notre complexe d'infériorité, de notre manque d'initiative; notre élite déchu, Notre élite. Celle qui a refusé le véritable combat; celui de la libération nationale. Celle

qui a toujours voulu maintenir le peuple sous la tutelle des anglos richards. C'était tellement facile. Elle déchu qui a jadis collaboré et qui collabore encore avec les maîtres anglo-saxons. L'élite qui nous a jadis vendus et qui entretient le négoce. Celle qui nous a appris à ramper et qui nous a ré-

des pauvres, avons-nous murmuré. Notre élite à ou comment s'y prendre pour faire de nous des nous et des résignés. Le phénomène social décrit plus haut n'est pas exclusif au Québec. Il est le propre de tout peuple colonisé. Lyliann Kostelot, dans la biographie qu'elle consa-

leur propre égard les préjugés des blancs? Sur le plan social, les répercussions d'un tel état d'esprit font que toute révolution populaire contre la ploutocratie des colons avorte automatiquement, car les intellectuels de couleur qui devraient l'organiser, la désertent au contraire,

désertent, la bourgeoisie aliénée, nous fédéralistes rampeurs et parlementaires; la lie.

Mais il est des Québécois qui assument la nation. Il est des Québécois qui vivent debout. Il avons ici ceux qui s'engagent, l'national, l'économique, économique et culturelle. Nous sommes maintenant des milliers. L'indépendance nationale, nous l'avons malgré les Québécois inconscients qui nous combattent, malgré les Anglais qui ne comprennent rien à rien ou qui s'obstinent à ne pas le vouloir, malgré nos propres découragements, malgré tout et malgré tous.

C'est le problème d'hommes privés de leur propre culture et acculturés à une autre civilisation, mais au prix de quelles mutilations.

Il y a quelque chose de plus atroce peut-être que les grandes tueries coloniales, ou que les grandes exactions; c'est le spectacle de la médiocrité dévillissant lentement, mais sûrement, un peuple" (Alain Césaire).

Québécois exploités, debout! La vie n'appartient qu'à ceux qui veulent la vivre.

# LA PEUR D'AVOIR PEUR

"Rien n'est affaire de temps mais d'hommes" (Georges Dor)

pété, répété et répété qu'il y aurait toujours des pauvres. Et, comme les pauvres s'y toujours été nous, on l'est resté. Il y aura toujours des pauvres, ont-ils crié. Les pauvres c'est nous, avons-nous constaté. Nous serons toujours

ce au grand poète martiniquais Aimé Césaire, maire de Fort-de-France et décolonisateur militant, écrit: "Que penser, en effet, d'une société où les noirs se traitent eux-mêmes de sales nègres et ont accepté, mieux, adopté à

et cherchent davantage à creuser le fossé qui les sépare du vulgaire."

Parallèlement, comme dans tous les pays colonisés, nous avons ici ceux qui s'engagent, ceux qui collaborent, ceux qui

# LE PHÉNOMÈNE CRÉDITISTE

signe avant-coureur de la Révolution

par EDOUARD CLOUTIER

Une fois de plus, la masse a entreprise une campagne de revendications contre l'asservissement, contre l'iniquité. Au moindre espoir de libération, elle s'est levée avec une impétuosité inconnue jusqu'alors. Les vieux partis ont été emportés par la tornade. Ni les appels à la lucidité, ni les tentatives de corruption n'ont pu arrêter cet élan vindicatif. Les élites sont en désarroi, les propagandistes aussi. Ils ont beau parler, ils ne sont pas entendus car leur langage n'est plus compris par le peuple.

Il y a un temps pour les raisonnements, pour les considérations, pour les revendications; et il y a un temps pour l'action. Le peuple ne saurait attendre longtemps les résultats de toutes les doctes délibérations. Il est pressé par la nécessité et l'attente l'a rendu de plus en plus exigeant.

## Les masses ont été malmenées

La misère a sévi dans les campagnes, le chômage dans les villes. Depuis quelques années, la pénurie s'est généralisée: pénurie d'argent, de confort, de sécurité. La masse n'avait pour se consoler que les rêves savamment et consciemment entretenus par les politiciens. Puis, le réveil est venu; un réveil d'autant plus brutal que les rêves étaient prometteurs. Pour le fermier, l'artisan, l'ouvrier et le petit salarié, ce retour à la réalité, cette prise de conscience soudaine a eu l'effet d'un choc; la médiocrité de leur situation leur est apparue dans toute sa laideur. Tout le mal que l'on avait tu jusque-là, toute la rancœur accumu-

lée inconsciemment, toute l'envie étouffée par la peur, tous ces produits de la misère et de l'exploitation, on les a étalés sur la place publique.

## Inconscience des vieux partis

Cette exposition ne tolère pas d'artifices; elle est nue, blessante, écœurante parfois. Ce n'est pas un tableau à montrer dans les grands salons; ça manque de nuances, d'égard et de politesse. C'est grossier, imprudent, malvenu. Dans les endroits bien, on ne veut pas connaître ces choses-là. On donne même de l'argent pour s'en débarrasser. Les bons gens accusent les partis traditionnels de ne les avoir pas protégés contre ce fléau. Car les vieux partis, on les payait pour maintenir l'ordre sur la place publique et dans la tête des citoyens. Maintenant, il semble bien que ces partis, souteneurs de statu quo, n'ont pu assurer le calme, l'apparence du bien-être et du progrès. Ils ont fait à la tâche. Les bons gens vont bientôt se rendre compte qu'il n'y a pas d'assurance contre les revendications de la masse...

## On n'a rien à perdre

Ces revendications, elles vont être de plus en plus totales; on veut manger, se loger, se vêtir, se récréer comme "les autres". On demande une éducation adéquate, plus de sécurité, un travail permanent. Et, pour avoir cela, on est prêt à faire beaucoup car on n'a rien à perdre. Il y a déjà des années que l'on attend; promesses,

libéraux, promesses, conservateurs, promesses, libéraux... et, avec le passage des campagnes électorales, les besoins deviennent de plus en plus pressants, les promesses de moins en moins sincères, les rêves de plus en plus démesurés. Si bien que le jour où l'on commence à se rendre compte que l'on n'a rien à perdre, le temps de l'action est proche.

L'action, naturellement, ça inquiète nos bien-pensants, nos élites, nos editorialistes, nos têtes reposées, nos ventres pleins. On cria à la démagogie. On offre des demi-mesures, des quarts et des huitièmes de mesures. On fait l'éloge de la négociation, du bon vouloir, de la compréhension mutuelle. Pendant que la masse fait l'étalage de ses misères, se vide le cœur à la face de ses dirigeants, ceux-ci font appel à la raison, à la modération.

Le peuple demeure insensible aux savantes explications des gens en place. C'est maintenant son tour de parler: "Pourquoi le sous-développement au Québec? Pourquoi le bas niveau de vie? Pourquoi les quartiers mal famés? Pourquoi le chômage?" Les partis politiques s'accusent mutuellement, et pendant ce temps, tout le système est remis en question; les institutions économiques, la véracité des syndicats, le mode d'éducation, l'honnêteté des moyens d'information. Tant et si bien que le doute plane déjà sur les institutions politiques elles-mêmes.

## Le grand inventaire

Le phénomène créditiste contribue largement à l'inventaire général que la nation québécoise est à faire; inventaire de son potentiel,

de ses grandeurs et de ses faiblesses, de la rentabilité de ses alliances, du bien-fondé de sa politique de revendication traditionnelle. D'une part, cette contribution est valable parce qu'elle vient du peuple. Elle fournit la preuve irréfutable de l'état d'asservissement et

## Après l'Indépendance

### AMNISTIE TOTALE

### A L'EGARD DES CAPITAUX HORS-LA-LOI

Les capitaux de cette nature ont été constitués au cours des ans, par les revenus qui ont été dissimulés et mis hors de l'atteinte des agents du fisc fédéral.

Ces capitaux doivent être remis en circulation pour augmenter la somme des investissements qui, sous l'égide d'un futur gouvernement de libération nationale, contribueront exclusivement au développement massif de l'économie québécoise.

Par contraste, est-il nécessaire de rap-pler que les revenus per-

cus de... le Québec par le fisc fédéral sous le régime confédératif ont servi et continuent à servir presque exclusivement à l'avancement de la collectivité anglo-canadienne.

Le résultat le plus probant de cette politique trouve son expression la plus vive dans la misère, le chômage, la pénurie agricole et le bas niveau de vie caractérisés les masses québécoises par rapport au sort beaucoup plus enviable dont jouit la population anglo-canadienne.

# NON AUX ARMES NUCLEAIRES

Le R.I.N. les considère :

- 1.— militairement inutiles; elles représentent 5% seulement de la force de frappe américaine et sont au surplus inefficaces;
- 2.— dangereuses; de nature à attirer la foudre sur nos têtes;
- 3.— financièrement un gaspillage dont nous n'avons pas les moyens de faire les frais.

Le R.I.N. considère que l'Assemblée Législative, le Conseil Législatif pendant qu'il existe, les Conseils municipaux, les Commissions scolaires, les organisations professionnelles, les associations de toute nature devraient adopter au plus tôt des résolutions représentant aux partis politiques fédéraux l'innutilité, l'inefficacité, le danger et le gaspillage que comporte la possession des armes nucléaires.

Le R.I.N. rappelle à la population du Québec que dans le passé, la politique de défense nationale a été dictée par les Anglo-Canadiens et que le seul moyen de mettre fin une fois pour toute à cette politique dangereuse de laisser à d'autres de décider de questions de vie ou de mort pour notre nation réside dans l'abolition de la Confédération.

Le R.I.N. précise que son opposition motrice aux armes nucléaires n'implique aucunement que, dans un Québec indépendant, il n'y aura pas d'armée, ni de marine, ni d'aviation. Il faut compter qu'un peuple même pacifique, ce qui ne veut pas dire neutraliste, peut avoir des besoins de défense. Les moyens de défense qu'il emploiera ne doivent pas être disproportionnés toutefois avec les richesses dont il dispose et les dangers réels qui le menacent.

POUR VOTRE CONTRAT D'HUILE A FOURNAISE VEUILLEZ CONSULTER

# LES HUILES CASTEL LTÉE

Service téléphonique  
24 heures par jour

"brûlent de vous servir"

Service de livraison  
automatique

# 681-646

CLAUDE BERNIER, PROPRIÉTAIRE, 53, RUE MARIE DE L'INCARNATION QUÉBEC 8 P.Q.

# LE MONDE A LES YEUX SUR NOUS

Les mythes ne sont pas faciles à démentir. Jusqu'à présent, quand il était question de nous dans les journaux français, c'était toujours sous la rubrique "Canada". Pour la première fois sans doute, le journal *Le Monde*, de Paris, a publié le 12 mars dernier un article sous la rubrique "Dens le Québec". Le titre en est le suivant: "Les mouvements séparatistes inquiètent les chefs politiques traditionnels" et l'article commence ainsi:

**MONTREAL** — Un mouvement terroriste "séparatiste" fait parler de lui depuis quelques jours. Il s'agit du "Front de libération québécois, qui a placé... trois "cocktails Molotov" dans des casernes de Montréal.

...Selon certains journaux de langue française, ces commandos seraient constitués par des réfugiés d'Algérie dont plusieurs auraient fait partie de l'OAS. Cette précision a été reprise par les journaux de langue anglaise du Québec, dont la clientèle est particulièrement émue par le mouvement séparatiste qui se dessine avec de plus en plus de force au Québec.

Il est douteux cependant que le Front de libération québécois soit appelé à perturber la vie canadienne et qu'il soit formé de "pieds noirs".

On se demande en effet quel intérêt des anciens de l'OAS ou des réfugiés européens d'Algérie pourraient bien avoir à se mêler de la politique interne du Québec alors qu'au contraire ils viennent ici pour se refaire une vie et oublier tous les problèmes du genre. D'ailleurs les communiqués du FLQ sont beaucoup plus dans le style Castro que dans celui de l'OAS. Et le drapeau du FLQ (bleu et blanc avec l'étoile rouge) rappelle étrangement celui du F.L.N. L'explication du journal *Le Monde* est beaucoup plus simple et beaucoup plus vraisemblable:

"Il faudrait plutôt voir à l'origine de ce mouvement un groupe de jeunes Canadiens français "exaspérés par l'innovation de nos hommes politiques", comme l'a fait remarquer le président du Rassemblement pour l'Indépendance Nationale (R.I.N.).

...Le nationalisme canadien-français, qui se manifeste sous diverses formes (nationalistes des capitales privées d'électricité à complot anglo-saxon, décidée par la dernière élection provinciale; vote "créditiste" aux récentes élections fédérales; partis politiques séparatistes), risque effectivement de

compromettre l'unité du Canada, si le reste du pays n'admet pas la légitimité des revendications des Canadiens français, qui veulent "des droits égaux" et ne plus être traités comme une minorité quelconque. Mais il semble que les Anglo-Saxons, hors du Québec, se préoccupent fort peu, pour l'instant du moins, de cet aspect de la question".

Nous profitons de cette occasion pour rappeler la position officielle du RIN vis à vis les actes de violence et tout ce qui ressemble au terrorisme. Nous condamnons ces gestes et nous condamnons la violence quelconque est évitable. En fait, la violence est souvent un aveu de faiblesse, une forme de désespoir. Il est tellement plus facile de terroriser que de convaincre! Mais rien de stable ne peut se bâtir sur la peur ni sur la haine. Ce que nous avons à faire, c'est de convaincre un peuple — le nôtre — que nous avons raison, et cela ne se fait pas à coups de "cocktails Papineau". Ceci dit, il ne faut pas oublier que rien ne peut arrêter un peuple qui a décidé de se libérer et que les premiers responsables du désordre et de la violence resteront toujours ceux qui veulent nous maintenir sous leur tutelle. Le rôle du RIN est justement d'offrir au peuple du Québec des moyens raisonnables, démocratiques et pacifiques d'obtenir sa libération par les voies normales de la politique.

Pendant ce temps, nous nous déconvenons chaque jour des sympathies à l'étranger, surtout parmi les peuples qui sont bien placés pour nous comprendre. C'est ainsi que vient de se constituer à Trinidad (ou La Trinité, île des Antilles) un "Comité pour le Québec Libre". Voici des extraits du communiqué officiel que ce comité a remis à la presse internationale:

"Le Québec aux Québécois, et à bas le colonialisme! A notre époque qui marque à travers le monde l'effondrement du colonialisme, on ne peut s'empêcher de remarquer l'état de servitude auquel est réduit le Québec.

Etant donné que Trinidad a déjà obtenu son indépendance il est bien naturel de notre part de souhaiter la même libération aux autres peuples. Nous nous engageons donc à donner notre appui à tous les partis et à tous les citoyens du Québec qui luttent pour leur liberté.

Vive le Québec Libre!"

Le Service International du RIN

# MÉMOS

- QUEBEC OUI** : La vente des obligations d'épargne du Québec va bon train. Des millions de dollars en obligations d'épargne du Canada ont été convertis en obligations du Québec. Rappelons que L'INDEPENDANCE fut le seul journal à recommander ce transfert.
- JEUNESSE** : Les jeunes de 18 ans et plus auront désormais droit de vote aux élections provinciales.
- DROITS** : La Commission des droits de l'Homme des Nations-Unies prépare certains projets concernant l'élimination de toutes formes de discrimination raciale ou religieuse.
- BOOM** : Le milliard est entonné. Le budget québécois pour l'année fiscale 1962-1963 se terminant le 31 mars a été de \$988,077,975. Les prévisions budgétaires pour l'année 1963-1964 sont de \$1,045,245,000.
- GUERRE** : L'Algérie dit "non" aux essais de bombe à hydrogène.
- FIERTE** : Les étudiants de l'Université de Montréal veulent faire changer le nom de l'avenue Maplewood (avenue où est située l'Université). Ils veulent un nom français.
- WASHINGTON** : Les États-Unis ont retardé l'annonce d'une aide financière substantielle au Brésil à la suite de la décision du gouvernement brésilien de permettre la tenue d'un congrès de solidarité eubaine sur son territoire.
- JOURNALISME** : Les Copains de Saint-Henri, à Montréal, sortent le deuxième numéro de leur journal. Le premier numéro fut tiré à une centaine d'exemplaires, le deuxième : 10,000.
- VATICAN** : Pour la première fois dans l'histoire, une Américain née sur le continent américain, a été béatifiée à Rome. Il s'agit de Mère Seton. Elle était parente avec l'ancien président des États-Unis; Franklin D. Roosevelt.
- ARTS** : Le Musée des Beaux-Arts de Montréal est dirigé par deux Américains: MM. Turner et Lawson.

## QUAND DONC LE PRQ SE PRONONCERA-T-IL POUR LA CONFEDERATION?

### Opposition du PRQ à toute enquête sur le biculturalisme

**par GILLES PRATTE**  
**TROIS-SEIZES** — Le chef de parti républicain du Québec, le député M. Durocher, a déclaré qu'il était opposé à la tenue d'une enquête sur le biculturalisme. Il estime que les Anglo-Québécois n'ont rien de commun avec les Québécois. Mais en ne devant pas être confondus. Parce que...  
 "Le Québec aux Québécois, et à bas le colonialisme! A notre époque qui marque à travers le monde l'effondrement du colonialisme, on ne peut s'empêcher de remarquer l'état de servitude auquel est réduit le Québec. Etant donné que Trinidad a déjà obtenu son indépendance il est bien naturel de notre part de souhaiter la même libération aux autres peuples. Nous nous engageons donc à donner notre appui à tous les partis et à tous les citoyens du Québec qui luttent pour leur liberté."



# MARCELLE fleuriste

521, AVENUE DE L'ÉGLISE, VERDUN

PROPRIÉTAIRES : M. Ls. Ph. LESAGE • GÉRANTE : Mlle LISE LESAGE  
 NOS STUDIOS SONT OUVERTS TOUS LES JOURS, Y COMPRIS LE DIMANCHE,  
 DE 9 HEURES À 9 HEURES  
 LIVRAISON PAR TOUTE LA VILLE SEPT JOURS PAR SEMAINE  
 14 ARTISTES À VOTRE SERVICE 24 HEURES PAR JOUR  
 FLEURS TÉLÉGRAPHIÉES DANS LE MONDE ENTIER  
 COMMANDES TÉLÉPHONIQUES ACCEPTÉES 24 HEURES PAR JOUR

TÉLÉPHONE: 760-9413

# CONCOURS

Nes mots croisés peuvent vous rapporter de l'argent. Envoyez-nous votre solution. Parmi toutes les bonnes solutions, il en

sera choisie une au hasard. La personne chanceuse recevra un prix de dix dollars.

## SOLUTION DU PROBLEME No 3

1	C	O	M	T	O	I	S	D	I	E	F
2	H	U	E	R	F	A	C	O	N	D	E
3	A	A	R	O	N	G	A	T	I	E	Z
4	N	I	M	U	G	E	O	N			
5	G	L	A	P	I	R	U	N	L		
6	E	L	B	E	A	E	R	E	R	E	
7	M	E	U	R	E	N	T	P	R	E	S
8	E	S	T	I	M	E	R	A	I	E	N
9	N	E	E	S	T	I	C	U	I		
10	T	I	R	E	P	I	N	E	S		
11	S	T	A	G	N	E	R	E	I	R	E
12	E	S	A	U	S	E	R	R	A	S	

## MAIS ATTENTION!

Si, en même temps que votre solution, vous nous envoyez un abonnement au journal "L'Indépendance," alors le prix sera doublé et la personne chanceuse recevra vingt dollars. Vos envois doivent être postés avant le 15 avril 1963.

Adressez vos envois comme suit:  
Mots croisés  
L'Indépendance,  
2157, rue Mackay, MtJ, Québec.

Notre gagnant pour le mois de mars est : M. Yvon Alain, 170 boul. Jacques-Cartier, Donnacona. Il recevra donc un prix de vingt dollars (car il avait inclus à son envoi un abonnement au journal). Félicitations et bonne chance pour la prochaine fois.

## PROBLEME No 4

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

### HORIZONTELEMENT

- 1—Certains fédéralistes en cherchant encore un — Point d'appui de l'aviron
- 2—La plus petite des cinq — Poisson ou prénom

### VERTICALEMENT

- 3—Font partie de toute campagne électorale — Sert à lier
- 4—En les — Qui a vu le jour — Dans le dos — Négation
- 5—Abrév. pieuse — S'amusaient
- 6—A six faces — Glucinium — Epouse Lavinie
- 7—Petit flou — Ils ont l'habitude de grogner
- 8—Oscillation continue de la tête — Souvent après docteur
- 9—Propre à — Se dilate très peu par échauffement
- 10—Ravi — Choisi
- 11—Elève — Sur le drapeau du Saint-Siège
- 12—Multitude — Ce lac ne fera pas partie de l'Etat libre du Québec, et M. Harvey ne s'en consolera pas

### ACHETEZ LES TIMBRES DU R. I. N.

\$1.00 le cent. — On peut se les procurer au Secrétariat général du R. I. N. à Montréal.

Mme Antonique Haute

Tél. WE. 3-4601



SERVICE DE POLYCOPIE  
DUPLICATING SERVICE

Lettres circulaires, etc.  
Service le même jour

316, ave Kensington

Westmount

### L'INDÉPENDANCE PAR L'ÉCONOMIQUE

Les services professionnels d'assurance enrç.

Etude et analyse complète d'assurance pour particuliers, commerçants et industriels.



Jacques Yvon Lefebvre, B.A., courtier d'assurance agréé

SÉCURITÉ  
SERVICE

4887, 5ème AVENUE, ROSEMONT  
TÉLÉPHONE: 525-3637

**"BÂTIR  
UN  
PAYS  
QUI  
NOUS  
RESSEMBLE"**

LES TRAVAUX LAURENTIENS INC.  
ET  
LE DOMAINE DE LA MONTAGNE INC.  
198 A, CHEMIN CHAMBLY  
LONGUEUIL  
ST-HILAIRE

Tél.: OR. 7-8008  
Tél.: FO. 7-7771

**CLAUDE BELANGER, président**

**CONSTRUCTION DOMICILIAIRE  
COMMERCIALE  
INDUSTRIELLE**



### LA COMPAGNIE D'ENVELOPPES CARDINAL

Propriétaires: ANDRÉ CARDINAL et RENÉ AMESSE  
507, rue CARDINAL • VILLE ST-LAURENT

**TÉL.: 747-4834**

SPÉCIAL POUR PROFESSIONNELS, HOMMES D'AFFAIRES, INDUSTRIELS:

1,000 enveloppes (tous genres, tous formats) imprimées avec en-têtes personnels ..... \$10.00  
5,000 enveloppes ..... \$6.20 le mille

# CE QU'EN PENSE GUY POULIOT

Dans une interview accordée récemment à un journal étudiant, "Le Bellevue," le président du R.I.N. déclarait entre autres choses: "Nous n'avons pas à nous mêler d'un gouvernement étranger. Combien y a-t-il de hauts fonctionnaires canadiens-français au Ministère du Commerce à Ottawa? Sur quarante, un seul... le chef du service de traduction! Et, nos députés, que nous ont-ils obtenu? Des

chèques bilingues. Ce n'est pas sérieux.

"Si l'on examine les autres domaines, qu'est-ce qu'on constate? La route Trans-Canada; 1,453 milles de route en Ontario, 399 milles au Québec; en 1961, 160 millions en travaux publics donnés par le Fédéral à l'Ontario, 12 millions au Québec. Et c'est la même chose dans tous les domaines."

Me Pouliot ajoute:

"Prenez l'enseignement technique, c'est ridicule ce que le Fédéral nous donne, comparativement à ce qu'il donne à l'Ontario. Puis, ils viennent nous dire après cela qu'on n'est pas compétent.

"En somme, la Confédération, c'est un de ces pro-

grammes conjoints où il n'y a qu'un conjoint. Et ça fait cent ans que ça dure! Qu'est-ce que nos députés ont bien pu y changer? Pouvez-vous me le dire?"

Le président du R.I.N. ajoute un peu plus loin:

"L'Indépendance est une véritable révolution, mais une révolution pacifique. Nous ne voulons pas l'Indépendance pour l'Indépendance. Ce n'est pas un but, mais un moyen. Ce statut obtenu, la nation sera délivrée de l'oppression et, pour une part, l'individu le sera également. On nous reproche souvent de ne considérer que la nation; mais c'est en libérant la nation qu'on commencera la libération de l'individu."

## HALIFAX OUI! QUEBEC NON!

Selon Raymond Guérin, de La Presse: "La compagnie suédoise Volvo s'établissant au Canada, à Halifax, et ayant profité de tarifs préférentiels à la suite d'un accord avec Ottawa, une autre firme étrangère fabriquant des autos, la société Renault, aurait tenté d'obtenir des faveurs semblables du gouvernement fédéral (pour s'établir au Québec). Mais la réponse aurait été dans la négative".

Et dire que si nous étions indépendants...

Edifice de la Caisse Populaire DA. 2-9660  
11119, boul. St-Vital Montréal-Nord

### LEONIDE LALONDE

Notaire

JOUR: lundi au vendredi — 9h. à 12h.30 et 1h.30 à 5h.  
SOIR: lundi et vendredi de 7h.30 à 9h.

Résidence: 2085, boul. Lévesque, DURNAY TEL. 1 663-2454

NOrmandie 1-7668

### LOUIS-ROLAND PESANT, L.S.C., LL.D.

Courtier en assurances

4140, Boul. LÉVESQUE St-Vincent-de-Paul

#### ADRESSES DES SECTIONS DU R.I.N.

Argenteuil	C.P. 263 Lachute
Beauceville-Est	C.P. 220 Beauceville-Est
Buckingham-Masson	C.P. 100 Masson
Chambly	C.P. 30 Longueuil
Chicoutimi	C.P. 775 Chicoutimi
Jonquière-Kénogami	C.P. 274 Jonquière
Portneuf	C.P. 385 Donacône
Hull	C.P. 283 Hull
Lévis	C.P. 212 Lévis
Nicolet	C.P. 310 Nicolet
Québec-Comté	
Québec-Centre	
Québec-Est	
Québec-Ouest	C.P. 130 Québec 6
St-Sauveur	
Québec Etudiant	
Rimouski	C.P. 172 Rimouski
Rivière-du-Loup	C.P. 311 Rivière-du-Loup
St-Bruno de Montville	C.P. 346 St-Bruno
Sept-Îles	C.P. 501 Sept-Îles
Sorel	C.P. 414 Sorel
Thurso	C.P. 308 Thurso
Valleyfield	C.P. 252 Valleyfield
Laval	C.P. 25 Laval
Bourget	C.P. 142, succ. "N," Montréal
Jeanne-Mance	C.P. 293, succ. Delorimier, Montréal
Notre-Dame-de-Grâce	C.P. 178, succ. N.-D.-G., Montréal 28
Hull-Ottawa Etudiant	457 est, rue Laurier, Ottawa
St-André-Avellin	Régent Côte, Val Quesnel
Champlain	P.-E. de la Chevrolière, Ste-A.-de-la-P.
Jacques-Cartier	1553, rue Barry, Ville St-Laurent
Lasalle	367, rue St-Jacques, Ville St-Pierre
Maisonneuve	2284, rue Chambly, app. A, Montréal
Laurier	7890, rue de Gaspé, Montréal
Mercier	1102 est, rue Mont-Royal, Montréal
Montréal-universitaire	12286, rue Filion, Montréal
Outremont	773, rue Wilder, Montréal
St-Henri	5704, rue Marc Sauvalle, Montréal
St-Jacques	3439, rue St-Hubert, Montréal
St-Marie	C.P. 273, succ. Delorimier, Montréal
St-Louis	4890, rue de Grandpré, Montréal
Verdun	3772, boul. LaSalle, Verdun
Westmount-St-Georges	360, rue Elm, Montréal
Joliette	9, rue Morin, St-Paul de Joliette

### IMPRIMERIE LEMOYNE ENRG.

impressions commerciales  
et publicitaires

YVES ROY OR.7-1429



## Bulletin d'inscription au R.I.N.

Ci-joint deux dollars pour douze numéros de l'Indépendance

Découpez ou copiez ce bulletin

Nom .....

et adressez-le à Adresse .....

L'INDÉPENDANCE Téléphone: Rés.: ..... Bur.: .....

2157, rue Mackay, Montréal Profession ou métier .....

(Ecrire lisiblement S.V.P.)

## Bulletin d'inscription au RIN

Je désire devenir membre du R. I. N. J'inclus \$12.00 (chèque ou mandat-poste), à titre de cotisation annuelle.

Je désire devenir membre du R. I. N. J'inclus 12 chèques post-datés de \$1.00 à titre de cotisation annuelle.

(Il est entendu qu'il sera retiré de ma cotisation deux dollars qui seront versés au journal L'INDÉPENDANCE, équivalant à un abonnement d'un an).

Découpez ou copiez ce bulletin

Nom .....

et adressez-le à Adresse .....

R.I.N. Téléphone: Rés.: ..... Bur.: .....

2157, rue Mackay, Montréal Profession ou métier .....

